

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 26/01/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AJINOMOTO FOODS EUROPE**

46 RUE DE NESLE  
BP 42  
80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 2026-E30009  
Code AIOT : 0005102362

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement AJINOMOTO FOODS EUROPE implanté 48 RUE DE NESLE BP 42 80190 Mesnil-Saint-Nicaise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AJINOMOTO FOODS EUROPE
- 48 RUE DE NESLE BP 42 80190 Mesnil-Saint-Nicaise
- Code AIOT : 0005102362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société AJINOMOTO FOODS EUROPE est spécialisée dans le secteur agroalimentaire. Son activité principale est la production d'acides aminés par bio-fermentation, à l'aide de bactéries, non pathogènes et non génétiquement modifiées, à partir de substrat présent dans différentes matières premières sucrées.

Dans le cadre de l'activité de production d'acides aminés, AJINOMOTO FOODS EUROPE dispose d'installations de fermentation, séparation, purification, cristallisation, transformation chimique, conditionnement et stockage d'acides aminés.

L'exploitation des installations est autorisée par arrêté préfectoral du 29 juillet 1996, notamment modifié par l'arrêté complémentaire du 04 novembre 2020. L'établissement est classé SEVESO seuil haut et fait partie des établissements dits "IED" - BREF FDM industries agroalimentaires.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
5	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 2.3.1	Sans objet
6	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 2.3.3 et 2.3.8	Sans objet
7	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 2.3.4	Sans objet
8	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 2.3.5	Sans objet
9	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 2.3.9	Sans objet
10	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 2.3.11	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la demande de l'inspection, l'exploitant a réalisé au cours de l'année 2025 des analyses complémentaires sur ses rejets aqueux qui ont confirmé l'absence d'AOF et corroboré l'absence d'enjeux liés à des rejets polluants de substances fluorées.

L'inspection a plus largement porté sur la maîtrise des rejets aqueux. L'exploitant respecte globalement ses obligations réglementaires. Son attention est toutefois apportée sur une meilleure maîtrise du paramètre pH des eaux de process avant envoi vers la station de traitement de la plateforme.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé les 3 campagnes d'analyse conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et les a déclarées en temps et heure sous GIDAF.  A l'issue de la visite d'inspection du 19 novembre 2024, l'inspection recommandait à l'exploitant <i>"de maintenir en 2025 une surveillance ponctuelle de ses rejets aqueux, a minima du paramètre AOF, à une fréquence idéalement trimestrielle"</i> . Au jour de l'inspection, l'exploitant a procédé à 3 campagnes de mesures supplémentaires et a transmis les résultats sous GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Rejets aqueux de PFOS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<b>Prescription contrôlée :</b>  4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]  Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561 ) $\leq 25 \mu\text{g/l}$  Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Tous les résultats d'analyse concluent à des teneurs en substances dangereuses inférieures aux valeurs réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé une revue de l'ensemble des substances utilisées dans son process. Aucune ne contient de PFAS. Seuls les extincteurs contiennent des agents fluorés. Ils seront progressivement remplacés par des extincteurs non fluorés. L'émulseur utilisé pour la défense incendie est exempt de PFAS.  L'analyse du process conclut à l'absence de synthèse ou de relargage de substances fluorées lors des étapes de fabrication.  En conséquence, en l'absence de sources de rejets potentiels, la mise en place d'un plan de réduction/suppression est sans objet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Mesures de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li><li>- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les rejets de l'exploitant sont: <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une part dirigés vers la station d'épuration de la plate-forme industrielle, exploitée par Tereos, en ce qui concerne les eaux de process</li><li>- d'autre part dirigés vers l'Ingon sans pré-traitement en ce qui concerne les eaux de</li></ul>

<p>refroidissement (réseau aérien).</p> <p>Les eaux issues de la STEP et du réseau aérien se rejoignent pour un point de rejet unique au milieu naturel (point de rejet usine).</p> <p>La première campagne de mesure de septembre 2023 du rejet usine et des eaux de refroidissement fait apparaître une valeur positive pour le paramètre AOF. Les autres campagnes, y compris les 3 campagnes additionnelles réalisées en 2024 sur le rejet usine, sont négatives.</p> <p>Ajinomoto Foods Europe a réalisé 3 nouvelles campagnes de mesure (échantillons 24h) du paramètre AOF sur les eaux de refroidissement en date des 11 mars, 27 juin et 11 septembre 2025. Les résultats sont inférieurs à la limite de quantification.</p> <p>Compte tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'analyse du risque PFAS concluant à l'absence d'utilisation, de synthèse et de risque de relargage de PFAS dans le process de production</li> <li>- et des résultats de surveillance environnementale, tous négatifs à l'exception de la campagne de septembre 2023 suspectée d'être un "faux positif"</li> </ul> <p>Il n'apparaît pas nécessaire de maintenir une recherche spécifique des substances fluorées dans l'autosurveillance des rejets du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Gestion des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les eaux exclusivement pluviales (eaux non susceptibles d'être polluées) et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin de confinement visé à l'article 39 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 visé ci avant), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),</li> <li>2. les eaux polluées (les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières,...) et les eaux résiduaires après épuration interne (les eaux issues des installations de traitement interne au site avant rejet).</li> <li>3. les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine,</li> <li>4. les eaux de refroidissement et de purge des circuits de refroidissement.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente un schéma synoptique des différentes catégories d'effluents, conforme à la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Gestion des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 2.3.3 et 2.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des ouvrages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des</p>

effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Afin de déceler des évolutions ou anomalies dans la composition et l'état des effluents susceptibles d'entraîner des pollutions du milieu naturel, les canalisations et réseaux de transport des dits effluents, notamment les eaux de refroidissement sont équipés de dispositifs de surveillance associés à des alarmes sous la surveillance du personnel.

Le réseau de collecte des eaux polluées et résiduares comprend deux capacités d'un volume de 3500 m<sup>3</sup> chaque vers lesquelles sont orientés les effluents susceptibles de ne pas respecter momentanément les valeurs limites d'émission ci après. Ces capacités pourront être évacuées vers leur exutoire dans le respect de ces valeurs limites d'émission. La gestion de ces capacités, et de leurs opérations de vidange en particulier, sont définies en accord avec l'exploitant de la station d'épuration auxquelles elles sont raccordées. Les opérations de remplissage et de vidange de ces capacités sont portées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Au regard des volumes d'eaux usées générées, la stratégie de gestion des eaux non conformes est essentiellement axée sur la prévention des pollutions.

L'exploitant a transmis l'organisation de son réseau de surveillance interne de la qualité des eaux : points de surveillance (27 au total), paramètres suivis, fréquences d'analyse, valeurs de consigne, gestion en situation hors tolérance.

La gestion des épisodes de pollution est décrite par la procédure PR-2006-0010 v02.

En cas de pollution importante, les capacités de stockage mobilisables sont essentiellement situées sur le site voisin de Tereos. Il s'agit:

- des bassins en entrée de station d'épuration (respectivement 1000 et 2000m<sup>3</sup>)
- et en dernier recours du bassin d'orage étanche de TSSE (5000m<sup>3</sup>).

Au besoin, si l'origine de la pollution n'est pas rapidement identifiée et maîtrisée, le ralentissement ou l'arrêt de production sont mis en oeuvre.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant pourra solliciter la mise à jour de son arrêté préfectoral en matière de capacités de rétention des eaux non conformes pour mettre en adéquation les prescriptions correspondantes à sa gestion opérationnelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Gestion des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place une instrumentation permettant de suivre en continu la qualité des eaux en plusieurs points du site. Les données sont capitalisées dans une base de données. En cas d'écart, des alertes sont adressées aux opérateurs en salle de contrôle. Ces alertes déclenchent des recherches de pollution diligentées sous la responsabilité des chefs d'équipe en vue d'identifier la source, tracées dans des fiches de recherche. Un bilan est fait en réunion quotidienne de production. Le suivi des incidents se fait via le logiciel Ennov. En cas d'écart conduisant à une pollution significative, l'exploitant crée une fiche d'écart décrivant l'incident, la recherche des causes ainsi que les propositions et implémentations de mesures correctives. L'inspection examine par sondage 2 fiches d'écart relative à des envois non-maîtrisés de DCO vers la station d'épuration: - la 1ère fiche a été créée mais l'analyse des causes n'est pas aboutie - la 2nde fiche comprend bien l'analyse des causes, des propositions de mesures préventives et leur mise en oeuvre opérationnelle (automatismes d'alarme de vanne ouverte ou de durée de vidange anormale).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection recommande à l'exploitant de réaliser des revues périodiques de fiches d'écart pour s'assurer de leur bonne prise en compte dans une démarche d'amélioration continue.  L'exploitant recommande également de numériser les fiches de recherche de pollution, afin d'en faciliter la capitalisation et l'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Gestion des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 2.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des points de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>



Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes [...]
<b>Constats :</b>  Les différentes eaux produites sur le site (pluviales, domestiques, process, refroidissement) sont dirigées vers les exutoires prévus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Gestion des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 2.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet (dans la station d'épuration exploitée par un tiers) des eaux polluées, y compris celles issues de la vidange des capacités évoquées à l'article 2.3.8 ci avant, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant saisit sous GIDAF au pas de temps quotidien les données de qualité des eaux rejetées vers la station de traitement exploitée par Tereos. L'inspection des installations classées a vérifié le respect des valeurs limites d'émission sur les données relatives aux 10 premiers mois de l'année 2025. Il en ressort que les VLE sont globalement respectées. Seuls des dépassements ponctuels sont constatés, sans conséquence sur le fonctionnement de la station et les objectifs de qualité des eaux en sortie. Toutefois, l'inspection constate sur le paramètre pH des dépassements récurrents (29 au total) pour lesquels l'exploitant indique sous GIDAF que l'origine est liée à des purges de lavage (produits sodiques) et qu'il n'est pas prévu de mesure remédiate dans la mesure où les objectifs de qualité en sortie de station d'épuration sont respectés. L'inspection rappelle qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de veiller au respect de ses VLE, et qu'il ne peut se satisfaire sans agir de dépassements fréquents. Il est attendu de l'exploitant de réfléchir à des mesures de gestion (stockage/restitution d'eaux non conformes, tamponnement...) ou d'étudier en lien avec le gestionnaire de la station la possibilité de réviser la VLE pour le paramètre pH.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fera connaître à l'inspection les mesures prises pour réduire la fréquence des dépassements pH.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Gestion des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 2.3.11
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes dispositions sont prises pour recycler les eaux de refroidissement au maximum du possible, et pour éviter l'entraînement accidentel de pollution dans le circuit des eaux de refroidissement (comme par exemple en présence d'échangeurs de chaleur avec des produits fabriqués, pression de ces produits en permanence inférieure à celle des eaux de refroidissement), circuit dont les différentes branches seront équipées de dispositif de contrôle et d'alarme ainsi que de vannes d'isolement.</p> <p>Notamment, la qualité des eaux de refroidissement est tenue de respecter, avant rejet dans l'ouvrage général de rejet dans le milieu exploité par un tiers, l'absence de chrome VI et d'inhibiteur de corrosion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au regard des données saisies sous GIDAF, aucun dépassement de VLE sur le réseau aérien n'est constaté sur l'année 2025.</p> <p>Suite à un épisode de pollution en 2019, l'exploitant suit également le paramètre NH4. Les valeurs relevées ne présentent pas d'anomalie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite